**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:**  BURKINA FASO

**TYPE DE RAPPORT: annuEl :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2020

|  |
| --- |
| **Titre du projet:**   Appui à l'amélioration de la confiance entre l'Administration, les Forces de défense et de sécurité (FDS) et les populations dans le Nord et le Sahel du Burkina Faso.    **Numéro Projet / MPTF Gateway:** 115098 PBF/BFA/B-1 |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:**  **OIM     (Agence coordinatrice)** **PNUD** |
| **Date du premier transfert de fonds:**  6 Mars 2019    **Date de fin de projet:**  28 Février 2020    **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget**  OIM  $  1 620 000  PNUD $  1 080 000   Total: $  2 700 000  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet:   57%  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes:  844 250  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes:  706 438     |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet:** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par:   Idrissa Adama TAMBOURA, Chargé de Projet. Rapport approuvé par:   SAMJAWON Alvina, RTS Regional OIM Dakar. Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport :  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Le projet a débuté le 06 mars 2019 après la finalisation des phases préparatoires (janvier à mars 2019) qui ont consisté en l'appropriation nationale et locale du projet, la mise en place de l'équipe projet et d'un comité technique de suivi de 10 personnes regroupant les points focaux des différentes parties prenantes (8) et les deux agences de mise en œuvre (2). Depuis mars 2019, le projet connait un très bon progrès avec une réalisation à 100% de la quasi-totalité des activités. Il reste quelques activités, dont la mise en œuvre a débuté, à finaliser au cours des 4 derniers mois restant. L’on note, toutes les activités prises en compte, un taux de réalisation physique de 65% et un taux d’exécution financière de 57%. Ce qui indique une bonne progression d’ensemble du projet.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

* Organisation d’une collecte de données suivi d’analyse sur la situation sécuritaire des 15 communes d’intervention en vue de faciliter l’élaboration de plans locaux de sécurité***.***
* Dialogue citoyen Armée-Nation dans le cadre du raffermissement du dialogue civilo-militaire et de l’amélioration du dialogue entre les deux composantes dans la dynamique d’un Etat de droit ;
* Organisation d’audiences foraines de justice dans le sahel et d’audiences extraordinaire civiles et pénales dans la région du Nord,
* Organisation d’audiences criminelles (Ouahigouya et Dori)
* Organisation des réunions des cadres de concertation (régional, provincial, communaux)
* Organisation réunions des cadres de redevabilités des communes du Sahel et du Nord

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Le projet a permis à ce jour, d’observer un début de changement de perception chez les communautés, de comportement au niveau des FDS et une amelioration de l'offre de service au niveau de l'administration. Les interventions du projet telles que la dotation d'équipements informatiques et de communication aux services de sécurité, les sessions (sport, thé-débats, rencontres-débats) de sensibilisation des populations sur les rôles et responsabilités des FDS, le respect des droits de l’homme et la collaboration entre les deux, les formations des FDS en droits humains et genre, les seances de sensibilisation sur la lutte contre la corruption et ses méfaits, l' acquisition d'équipements informatiques pour les centres d'état civil des 15 communes cibles et des services d'état civil secondaires de 5 préfectures et services judiciaires, l' acquisition des registres et imprimés d'état civil et délivrance dans les 11 communes du Sahel d’actes d’état civl et de CNIB aux populations, etc. ont contribue à l’amélioration de l’offre de services de qualité et au rapprochement entre les populations et les FDS, en vue d’améliorer la situation sécuritaire. Les activites du projet ont créée des opportunités de contact et d’échanges entre elles et les Administrations déconcentrées et décentralisées et les FDS.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

Le projet est toujours en cours de réalisation mais a déjà impacté la vie de plusieurs bénéficiaires : 1)Les capacités opérationnelles des amazones de la cohésion sociale sur l’engagement communautaire, la lutte contre la corruption, la culture de la paix et la cohésion sociale ont été renforcées. Avec les outils de sensibilisation qui leur ont été octroyés, ces femmes leaders ont commencé à inculquer aux acteurs et populations locaux des valeurs, des compétences relationnelles et des attitudes qui facilitent et favorisent la transformation individuelle et collective pour une paix durable au Burkina Faso. 2) L’organisation des sessions (sport, thé-débats, rencontres-débats) de sensibilisation des populations sur les rôles et responsabilités des FDS et la collaboration entre les deux a permis de lever les barrières et favoriser le rapprochement, le dialogue et l’amélioration de la confiance entre les civils et les FDS. Les populations comprennent mieux les rôles et devoirs des FDS et acceptent de collaborer. Par exemple, lors du dialogue citoyen Armée-Nation un des participant a déclaré que « Souvent les populations civiles ont peur des forces de défense et de sécurité alors qu’elles sont là pour nous protéger » (https://rodakar.iom.int/fr/news/burkina-faso-le-syst%C3%A8me-des-nations-unies-accompagne-le-renforcement-du-dialogue-entre-les). 3)Les agents des forces de sécurité et de défense formés en police de proximité, droits humains et genre, affirment voir d'un nouvel œil leurs relations avec populations car ayant compris ce que revêt le respect des droits humains et ce que cela présente comme avantage dans l'amélioration de la confiance entre eux et les populations qu’ils protègent. 4)Les conférences publiques ont permis de mesurer les méfaits des rackets et de la corruption sur les relations populations/FDS/Administration et de lancer une réflexion sur comment y remédier. Cela a permis aussi de lancer un appel à l'endroit des participants pour être les ambassadeurs de la lutte contre la corruption : Calixte SOMDA, chargé des enquêtes au RENLAC a interpellé les participants à s’engager dans la lutte anti-corruption. « Si l’homme s’investit puis change de comportement, nous pouvons éradiquer ce phénomène au Burkina Faso », se convainc M. SOMDA (Http://nord.lefaso.net/spip.php?article267&rubrique1). Cet appel a été entendu car les participants ont pris l’engagement d’être des acteurs du changement. 5)Lors des sensibilisations des élèves et étudiants sur la citoyenneté et le civisme, les délégués ont pris individuellement l'engagement de promouvoir le civisme et la citoyenneté au sein de leurs écoles. 6)Les acteurs locaux formés ont amélioré leurs connaissances sur la police de proximité. Ils ont compris quel est leur rôle en matière de Police administrative (Maires) et ont mis en place les Coordinations Communales de Sécurité (CCS, dispositif de veille citoyenne impliquant les populations pour l’analyse des menaces sécuritaires et la prévention des crises liées) par arrêté municipal. En guise d’exemple, le Maire de la Commune de Arbinda a affirmé qu'il ignorait les pouvoirs dont il disposait en matière de sécurité en tant que Maire et Citoyen et s’est engagé à jouer pleinement son rôle pour le bien-être des populations.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: La confiance entre les populations et les forces de défense et de sécurité est améliorée**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **with significant peacebuilding results**

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

 Grace aux activités réalisées par le projet, on constate un début de changement de perception chez les communautés et de comportement au niveau des FDS. Les relations entre les FDS et les populations sont en amélioration. Les différents acteurs de ces deux entités, avec une impulsion du projet se sont engagés dans des activités communautaires impliquant les civils et les FDS, notamment, les séances de sport collectif, les émissions radios de sensibilisation et interactifs, les journées de salubrité et la prise en charge des questions de santé des populations par les FDS, qui ont permis de toucher environ 12997 personnes dont 3200 FDS et 9797 civils dont 4968 femmes. Aussi, lors des formations en police de proximité, les acteurs locaux (FDS et civils) issus des zones d’intervention du projet discutent ouvertement sur les tares qui minent leur collaboration, proposent des solutions concrètes et s’engagent pour une meilleure collaboration entre les deux entités dans leurs localités. Tout ceci contribue à atténuer les tensions entre les FDS et les civils. Les formations des FDS en droits humains et genre ont permis aux FDS de comprendre l’importance du respect des droits humains des populations pour une meilleure collaboration entre ces deux entités. S’agissant de la participation citoyenne à la prise en charge des questions sécuritaires par la mise en place des Coordinations communales de sécurité (CCS), on note une augmentation de la participation avec plus de femmes et de jeunes. A travers l’appui du projet, les communautés ont amélioré leurs connaissances sur les questions sécuritaires. En outre, les initiatives engagées par le projet ont stimulé d’autres acteurs intervenants dans la zone, de s’intéresser d’avantage aux CCS. Ces CCS apparaissent comme des cadres pour contrecarrer les effets des groupes d’autodéfense et jouent un rôle essentiel pour la consolidation de la paix. Une enquête de perception dans le cadre de l’évaluation du projet est prévue et permettra de mieux mesurer les changements obtenus.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Un accent particulier à la participation des femmes et des jeunes est mis dans le cadre de la mise en œuvre des activités de ce résultat. Par exemple, 107 femmes leaders ont été formées et ont bénéficié d’outils de sensibilisation sur l’engagement communautaire, la lutte contre la corruption, la culture de la paix et la cohésion sociale. En tant qu’actrices de défense des droits humains, les femmes, se sont transformées en agents de promotion de la paix et de renforcement de la cohésion sociale et ont sensibilisé à leur tour les jeunes et les femmes dans leurs localités respectives. Aussi, les formations des 249 FDS sur le genre ont permis de faire comprendre aux FDS l’importance de l’implication des femmes dans la recherche de la paix et de la sécurité.

**Résultat 2: La confiance entre l’administration et les populations est renforcée**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: On track

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Dans un contexte d’insécurité prononcée et de tensions intercommunautaires, l’action du projet a permis de renforcer les capacités des administrations locales et de renforcer la confiance des citoyens à l’égard de leurs administrations. En particulier, les campagnes de délivrance gratuite de pièces d’état-civil et les audiences foraines ont donné un signal très fort aux populations sur la volonté de l’administration à continuer à délivrer des services à leur profit. Les réunions de concertation et de cadres de redevabilité ont permis la poursuite de la gouvernance démocratique et de la transparence à la base, contribuant ainsi au renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance. Les administrations locales apprécient particulièrement le caractère consistent de l’action sur le renforcement des capacités de délivrance des actes d’état-civil dans une région où le fonctionnement des administrations sont perturbées voire compromises par les attaques des groupes armés extrémistes. Le projet a notamment permis l’installation d’un logiciel d’état-civil dans la province du Yatenga pour surmonter les destructions des archives physiques par les groupes armés. Les avancées du projet sont toutefois éclipsées par la situation sécuritaire qui a obligé 13 des 15 communes cibles du projet à quitter leurs localités ou à fonctionner de façon totalement inédite : certains maires dirigent leurs communes à distance et une bonne partie des communes résident dans les chefs-lieux de regions. Les chiffres ne sont donc pas disponibles (ni fiables du reste) sur les performances des communes.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Un accent particulier est mis sur la participation des femmes dans la mise en œuvre de ce projet. La moitié des bénéficiaires de la délivrance gratuite des pièces d’été civil sont des femmes. Les audiences foraines et extraordinaires adressent en priorité les dossiers impliquant des femmes ou des enfants (auteurs, victimes). Le projet s’assure de la participation effective des représentants des femmes et des jeunes dans les cadres de concertation et de redevabilité.

**Résultat 3:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)Un plan de suivi-évaluation a été élaboré en liaison avec les points focaux afin d'assurer un contrôle qualité des résultats et des indicateurs de mise en œuvre. Le comité technique suit périodiquement l'évolution des résultats et des indicateurs Il y a eu a ce jour 5 missions terrain ont été effectuées par l’équipe projet au près des bénéficiaires, des autorités et les partenaires de mise en œuvre. Les cadres régionaux de suivi du Sahel et du Nord se sont également réunies pour statuer sur les progressions et analyser les difficultés rencontrées.Dans l’ensemble le projet avance convenablement et le suivi des indicateurs montre une bonne progression augurant l’atteinte des résultats. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? OuiLe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? , activité toujours en cours. |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?  | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): $31 569   Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation (Limite de 1500 caractères): un exercice évaluatif incluant une collecte de données et une mini enquête de perception communautaires sont en cours. Cet exercice constitue la phase préparatoire de l’évaluation du projet qui doit se dérouler en mai 2021. Une évaluation interne interviendra en févier 2021 et permettra de préparer les termes de référence pour l’évaluation finale externe par des consultants indépendants en concertation avec le secrétariat de PBF au Burkina.      |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur: Montant ($): Union Européenne (orijet SECUCOM/UE)      1 819 950 EUR     Belgique (Projet d'appui à la mise en oeuvre de la police de proximité à Tenkodogo)      7 927 576.00 EUR      Ces fonds alloués par des partenaires techniques et financiers à d’autres agences pour des projets similaires ont un effet catalytique en ce sens qu’une synergie est développée entre les différentes agences pour assurer une complémentarité et une cohérence des interventions. La Direction de la Police de Proximité capitalise toutes les interventions et s’assure de la cohérence et de la complémentarité.  |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Les ONGs locales (UFC, AERD, UNIJED, Tartit, AGIR et Tabital Lobbal) partenaires de mise en œuvre, qui n’avaient pas de capacités techniques suffisantes, car non habituées aux règles et procédures de PBSO, pour respecter les procédures dans le cadre de la gestion administrative et financière, ni sur la compréhension du projet et des liens entre les indicateurs, ont reçu une formation appropriée. En effet, peu habituées aux financements PBF et/ou des agences du Système des Nations Unies, les ONG locales ne disposaient pas des qualifications requises pour mener à bien l’implémentation des activités cédées. Pour remédier à cela, des missions de renforcement de leurs capacités ont été réalisées afin de garantir une gestion optimale des fonds qui leur ont été alloués, une meilleure programmation et une bonne compréhension du projet ; toutes choses ayant facilité l’atteinte des résultats. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$  00

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.
* Il était prévu dans le projet une activité de soins de santé. Cette activité a connu une mise en œuvre durant la période de l’état d’urgence sanitaire au Burkina pour permettre de prévenir/lutter contre la pandémie COVID-19 dans les zones d’intervention du projet.
* Redimensionnement des ateliers de formation pour respecter les mesures barrières : répartition des participants en petits groupes par activité, utilisation de grande salles, confection de caches-nez et achat de gels hydroalcoliques. Cette procédure a été utilisée pour toutes les activités menées entre mai et novembre 2020. L’on peut citer en exemple les formations en cascades sur le respect des droits humains et la prise en compte du genre, les activités de dialogue citoyen armées-populations, les sessions des cadres régionaux de suivi respectivement à Dori et Ouahigouya.
1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[x]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

  Ce projet a été l’un des premiers à apporter une réponse dans la lutte contre la COVID-19 dans sa zone d’intervention (Régions du Sahel et du Nord) en apportant un appui conséquent aux comités régionaux, à travers l’activité de soins gratuits dans les centres de santé des armées. L’intervention du Gouverneur de la région du Sahel lors de la remise des équipements de prévention et la formation des agents communautaires constitue un témoignage significatif de l’importance de l’appui (Cf. <https://www.facebook.com/100121141561385/posts/140680540838778/?sfnsn=mo> et https://www.facebook.com/298380080180122/posts/4043005245717568/?sfnsn=mo).

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****La confiance entre les populations et les forces de défense et de sécurité est améliorée** | Indicateur 1.1 Niveau de satisfaction des populations de la zone d’intervention par rapport aux prestations des forces de défense et de sécurité d’ici à 2021 (indicateur 1 du Document de projet) | **68%** | **80%** | **ND** | **En cours** | Résultats de l'étude sur la perception de la sécurité et de la gestion des frontières valide le 17 juin 2019 (réalisée sur 4405 personnes au Burkina)Le résultat final est à déterminer par l’évaluation de fin de projet. |
| Indicateur 1.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1Les forces de défense et de sécurité assurent la sécurité des populations dans le respect des droits humains | Indicateur 1.1.1Pourcentage des FDS formés et taux de réussite à l’évaluation de fin de formation d’ici à 2021 (indicateur 1.1.3 du Document de projet) | **0** | **100** | **105** | 105 participants dont 23 (21,90%) femmes. Sur les 105 personnes, 100% ont reussi à l'évaluation finale | **Cible atteint** à **105%** |
| Indicateur 1.1.2 Nombre de FDS formées sur la Police de proximité (indicateur 1.1.4 du Document de projet) | **0** | **100** | **100** | 100 FDS formés dont 81 hommes et 19 femmes (19%) | **Cible atteinte** à **100%** |
| Produit 1.2La confiance et le dialogue entre les populations et les FDS sont renforcés   | Indicateur 1.2.1 Nombre d’agents des FDS ayant participé aux campagnes d’information et de sensibilisation sur les méfaits de la corruption (indicateur 1.1.6 du Document de projet)  | **0** | **1000** | **500** | **414 FDS**  | **Bonne progression** |
| Indicateur 1.2.2 Nombre de CCS mis en place et nombre d’hommes et de femmes formés (indicateur 1.2.5 du Document de projet) | **1** | **15** | **15** | 15 CCS (108 personnes) dont 101 hommes et 7 femmes formés | **Resultats atteints** |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2 : La confiance entre l’administration et les populations est renforcée.** | Indicateur 2.1 D’ici à 2021 pourcentage de la population (désagrégée par sexes) de la région du Nord et du Sahel (zone du projet) déclarant avoir confiance en l’administration (judiciaire, locale et déconcentrée) (indicateur 2 du Document de projet). | **60%** | **80%** | **ND** | **EN COURS** | A déterminer par l’évaluation finale |
| Indicateur 2.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.1L’offre de services publics et la qualité des prestations sont accrues  | Indicateur 2.1.1 Pourcentage des usagers satisfaits (accueil ; délais de traitement/délivrance) des services délivrés par les administrations publiques (judiciaire, déconcentrée, locale (indicateur 2.1 du Document de projet)   | **30%** | **9**0%des services délivrés par les administrations publiques judiciaire, déconcentrée, locale sont jugés satifaisants   | **Non défini**A determiner par evaluation finale | En cours: appuis matériels et formations aux administrations locales pour pouvoir établir des pièces d'état civil; audiences foraines et criminelles en cours.Satisfaction des populations à mesurer par enquête d'opinion en fin de projet |   Insécurité : de nombreuses localités sont inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes |
| Indicateur 2.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.2Les espaces de dialogue permanents entre l’administration et les populations au niveau local sont fonctionnels | Indicateur 2.2.1Taux moyen de participation de la population notamment des jeunes et des femmes aux sessions des cadres de concertation communaux (indicateur 2.2 du Document de projet) | **0%** |   Au moins 95 % de taux de participation des jeunes et des femmes au cadre de concertation      | Non défini (enquête en fin de projet) |  100% des représentants des femmes et des jeunes participent aux réunions des cadres de concertation      | L'insécurité dans 13 des 15 communes cibles du projet n'a pas permis l'organisation des cadres de concertation communaux. De commun accord avec les autorités locales, les réunions des cadres de concertation ont été organisées au niveau des provinces et des régions pour favoriser le dialogue social local à tous les niveau et encourager la tenue des réunions du niveau communal, dans des localités voisines où les conditions sécuritaires le permettent |
| Indicateur 2.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.3 | Indicateur 2.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3** | Indicateur 3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1 | Indicateur 3.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.2 | Indicateur 3.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.4 | Indicateur 3.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.4 | Indicateur 4.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.2 |  |  |  |  |  |